



Lab 11 –La démocratie peut-elle survivre sans médias de service public ?

Parrainé par l'Union Européenne de Radio-Télévision

Modérateur :

M. Matjaz GRUDEN, Directeur de la planification politique, Conseil de l'Europe

Initiatives:

La couverture de la campagne du Brexit par la BBC, présentée par M. Richard SAMBROOK, professeur de journalisme à l'université de Cardiff, ancien directeur de l'information de la BBC (Royaume Uni)

Contrôle de la Pologne sur les médias publics de radiodiffusion, présentée par M. Stanislaw JEDRZEJEWSKI, Professeur, Université Kozminski, ancien vice-président de l'Union européenne de Radio-télévision (Pologne)

Intervenants :

M. Jean-Paul PHILIPPOT, Président de l'Union européenne de Radio-télévision, administrateur général de la Radio-Télévision Belge de la Communauté Française (RTBF), (Belgique)

Mme Uduak AMIMO, Journaliste, animatrice de "Cheche", Citizen TV, (Kenya)

M. José CEPEDA GARCÍA DE LEÓN, Député et membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (Espagne)

Les médias sont au cœur de la bataille entre populisme et démocratie. Les médias de service public (MSP), qui sont encore la source d'information la plus pertinente dans de nombreux pays européens, sont de plus en plus exposés aux pressions de leurs gouvernements alors que leur indépendance est cruciale pour garantir une véritable information factuelle et pour réduire l'impact croissant de ce que l'on appelle la "fausse nouvelle".

Le laboratoire a analysé la relation bilatérale entre les médias de service public et le populisme : comment le populisme affecte-t-il les médias de service public et vice-versa, comment les MSP peuvent-ils contrer les stratégies et la propagande populistes ?

La plupart des partis populistes revendiquent une représentation exclusive de la volonté du "peuple", délégitiment en leur nom d'autres groupes et refusent tout contrôle démocratique. Des médias critiques et de meilleure qualité peuvent contrebalancer ces arguments. Les MSP sont donc les garants de la démocratie. En fait, les MSP ont été créés et développés dans toute l'Europe occidentale lorsque la démocratie est devenue la norme après la deuxième guerre mondiale.

Les populistes s'opposent aux MSP parce qu'ils pensent que la diversité est un problème pour la société, alors que les MSP ont présenté des points de vue plus nuancés sur la question. Les journalistes et les médiateurs sont une cible pour le populisme qui tente de démanteler pouvoirs et contrepouvoirs une fois au pouvoir.

Il y a deux ans, l'Union européenne de radio-télévision a réalisé une étude sur les corrélations entre les MSP et d'autres facteurs et a établi ces liens:

- Une plus grande confiance dans les médias s'accompagne généralement d'une plus grande liberté de la presse.
- Un financement plus durable des MSP est lié à une liberté de la presse plus grande.
- Plus la part de marché des MSP est importante, plus la pénétration des partis d'extrême droite est faible.
- Plus la part de marché des MSP est élevée, plus la corruption est faible.

A propos des initiatives

L'exemple britannique

La campagne sur le référendum britannique a été très polarisée, divisant un pays en deux sur une question d'importance sociale énorme.

En tant que MSP britannique, la BBC avait clairement la responsabilité de rendre compte de la campagne de façon impartiale. Mais sans accord sur les "faits" du retrait de l'UE, comment y parvenir ? La diffusion d'informations impartiales fiables dans ce climat exige une gestion complexe et nuancée - difficile équilibre. La BBC a fait des efforts significatifs mais jugés insuffisants.

L'exemple polonais

Depuis décembre 2015, les médias publics polonais se heurtent à une nouvelle situation : le nouveau gouvernement et la majorité parlementaire ont initié une série d'actions visant à placer les MSP sous leur contrôle étroit. Une ordonnance de décembre 2015 a conféré au ministre du Trésor le pouvoir de nommer et de révoquer les dirigeants des MSP. Une autre loi a transféré les compétences à un nouvel organe : le Conseil national des médias, dépendant financièrement de la Chancellerie du Parlement et dont

la nomination des membres suit une procédure controversée en l'absence de tout contrôle public. 232 journalistes et rédacteurs en chef ont été licenciés dans le cadre d'une restructuration. Les principaux effets de cette réforme ont été le manque de diversité des opinions, la diminution du pluralisme et de l'impartialité.

Le cas polonais n'est pas isolé. Les mêmes problèmes touchent d'autres pays, comme les Pays-Bas par exemple, où différents gouvernements ont limité l'indépendance des MSP en réduisant systématiquement leurs budgets. La Hongrie et la Grèce ont même fermé certains de leurs médias nationaux en leur coupant leur budget puis les ont rouverts avec moins de ressources.

Points clés des débats

Le rôle des médias de service public aujourd'hui. Les acteurs non traditionnels occupent le paysage médiatique aujourd'hui. Internet est devenu l'une des principales sources d'information. Alors qu'une part croissante du débat public se déroule dans les nouveaux médias, les politiciens y consacrent plus de temps et de ressources. Le populisme utilise les médias sociaux pour diffuser sa propre vérité. Un tel scénario interroge à la fois le rôle du MSP et le profil/la profession des journalistes. Qui est journaliste aujourd'hui? Qu'est-ce qui distingue les journalistes de ceux qui se contentent d'insérer des données en ligne avec les mêmes technologies ?

Les règles des MSP sont constamment remises en question. S'il existe des normes sûres en matière de journalisme de qualité, le défi consiste aujourd'hui à s'assurer que ces normes sont respectées et à trouver un moyen pour les MSP de s'adapter à un environnement profondément modifié par le populisme et à une demande décroissante de journalisme basé sur la vérification des faits.

Les MSP ont encore un rôle fondamental à jouer pour servir l'intérêt public, diffuser des informations factuelles et s'attaquer à toute forme de propagande. C'est la perception subjective et l'utilisation manipulatrice du concept d'intérêt public par les populistes qui minent ce rôle. La vérification des faits est essentielle, tout comme le sont les données validées partagées. Il est du devoir des médias traditionnels de vérifier les faits, mais ils ne peuvent pas faire ce travail seuls. Ils ont besoin de l'aide des géants d'Internet qui ont également une responsabilité claire pour stopper la propagation des fausses nouvelles.

Éthique et formation au journalisme. Les gouvernements peuvent changer au fil du temps. Le point clé est de savoir quel modèle de journalisme prévaudra et devra être poursuivi. Des écoles de journalisme ont été créées et leurs étudiants ont été formés avec des principes éthiques clairs. La formation est sanctionnée par un diplôme, et les journalistes savent quels codes de conduite professionnelle ils doivent respecter. Est-ce suffisant dans le scénario actuel ? Les journalistes doivent-ils rester neutres lorsque des valeurs fondamentales sont attaquées, ou doivent-ils être les premiers militants des valeurs démocratiques ?

Le défi du financement. Dans certains pays, le système de financement des MSP est menacé et dans d'autres, il est très fragile et complexe. La redevance pour les médias de service public est de plus en plus critiquée, mais les individus continuent d'affirmer qu'ils préfèrent payer pour des médias de qualité. Comment renforcer le système de financement des MSP pour l'intérêt général?

Coopération entre les pays. Dans certains pays, les journalistes se trouvent dans des situations très critiques et la vérification des faits et l'impartialité font l'objet de menaces considérables. Par exemple, les scandales des Panama papers et Paradise papers prouvent que les coopérations transnationales sont possibles et doivent être explorées.

Recommandations

CONDITIONS PREALABLES :

- ✓ Renforcer l'indépendance éditoriale et la viabilité financière des médias de service public, y compris en renforçant la vigilance sur le respect des normes y afférentes ;
- ✓ renforcer l'indépendance du régulateur indépendant des médias audiovisuels conformément aux normes internationales sur la liberté d'expression ;
- ✓ Assurer la pleine conformité de la législation nationale avec les normes internationales en matière de liberté d'expression, y compris la protection et la promotion du pluralisme et de la diversité.

SOLUTIONS A COURT TERME :

- ✓ lutter contre la diffusion d'informations délibérément trompeuses et restaurer la confiance dans le journalisme et les médias en général et dans les MSP en particulier, promouvoir la coopération transfrontalière (suivant l'exemple de l'ICIJ), renforcer le professionnalisme et la reconnaissance des journalistes ;
- ✓ renforcer la coopération entre les nouvelles plateformes de distribution et les médias traditionnels pour lutter contre les fausses nouvelles au niveau européen et pour soutenir et promouvoir la vérification des faits et du journalisme basé sur les preuves (en utilisant par exemple des outils tels que la plate-forme de données ouvertes pour vérifier les informations au niveau européen, des plateformes de vérification des faits dirigées par les médias professionnels et financées par des intermédiaires) ;
- ✓ renforcer les obligations du MSP en matière de transparence du processus de prise de décision éditoriale et politique, en recréant un lien de confiance avec le public, notamment en situation de crise ;
- ✓ promouvoir et préserver la diversité, promouvoir la coopération transfrontalière en mutualisant les ressources pour le journalisme d'enquêtes ;
- ✓ renforcer le professionnalisme des journalistes et assurer une meilleure rémunération de leur travail, renforcer leur autonomie dans la rédaction.

SOLUTIONS A LONG TERME :

- ✓ Créer des liens et des passerelles entre les MSP et les systèmes éducatifs pour développer une expérience d'apprentissage tout au long de la vie, notamment en renforçant et en actualisant les connaissances historiques et les cours d'éducation aux médias ;
- ✓ Proposer des nouveautés qui ne sont pas seulement diffusées via les "hard news" mais aussi entre d'autres programmes programmés par les radiodiffuseurs nationaux.